

original: cf delamuraz

copies : brf jac kjp sin si kt la gwb hr sru (dda) sfr
dy wok cfr

Washington, le 9 mai 1990

20h00

à	HRD	IK	OP			afa
date	11.5		14.5			11.5
visa	HRD	IK	OP			HRD
11 MAI 1990						
réf.	t. 816-12 (7)					

00300 hhhhh

confidentiel

monsieur le conseiller federal j.-p. delamuraz
chef du dfep

copies :

- ofaee (cor, ari, pur, gir, bd, jek, kel, zos, jag, ebe, was, imb, wys)
- dfae (secrétaire d'état jacobi, amb. f. staehelin, dda, direction des o.i., service économique et financier)
- ofefp
- aff (dir. gygi et sd kaeser)
- bns zurich (2) et berne

copies envoyée par d/c:

- ambassades de suisses : bonn, londres, la haye, new delhi, mexico city, ottawa, paris (2), rome, stockholm, vtokyo
- mission bruxelles
- mission geneve (pour delegation suisse aupres du groupe de travail pnue, att. m. rychner)
- delegation geneve

reunion de printemps des institutions de bretton woods

- ma visite a washington du 7 au 9 mai 1990 -

j. ma visite a washington du 7 au 9 mai m'a permis de participer comme observateur au comite de developpement, de rencontrer le president de la banque mondiale, barber conable, et le vice-president executif de la societe financiere internationale (sfi), sir william ryrle, ainsi que - en marge de ces contacts multilateraux - l'ustr, mme

carla hills, et richard mc cormack, sous-secrétaire pour les affaires économiques au departement d'état.

a. entretiens bilateraux

2. ma discussion avec mme hills a naturellement tourne autour des questions de l'uruguay round. douee d'une capacite dialectique aussi frappante que stimulante, celle-ci a fait une fois de plus état de son étonnante connaissance des dossiers.

j'ai profite de l'occasion pour annoncer la soumission prochaine de trois papiers suisses, a savoir, la proposition d'une partie 5 du gatt relative aux trips, notre document sur la question fog ainsi qu'éventuellement, le projet d'accord sur les services. sur la question fog, j'ai indique que, davantage que les problemes purement

original envoye a: - m. cf j.p. delamuraz chef du dfep

- copies envoyees a:
- ofaee (15)
 - ofefp
 - aff (2)
 - bns zurich (2)
 - bns berne

institutionnels, c'était la question de la substance de la coordination entre institutions commerciales et financières qui importait aux yeux de la suisse.

j'ai, par ailleurs, bien insisté sur le fait que le processus de négociation devait à tout prix rester multilatéral (ainsi qu'il avait été convenu à puerto vallarta) et que les pvd devaient en être partie prenante.

prenant note de nos inquiétudes face aux engagements des pvd dans les nouveaux sujets et de la nécessité de maintenir des objectifs ambitieux pour l'uruguay round, mme hills a immédiatement retorqué, mettant la suisse sur la sellette, que cela valait également pour l'agriculture. elle s'est enquis s'il était bien vrai que la semaine dernière, un délégué suisse avait déclaré que tant les propositions agricoles américaines que celles de la communauté étaient inacceptables et dangereuses. je n'ai pas voulu m'engager sur ce point précis, mais, contrant une nouvelle fois l'argument que les usa n'avaient rien contre le fait que la suisse paie ses paysans pour entretenir des fermes "artistiques et écologistes" qui ne distordent pas les échanges

agricoles, j'ai réitéré que promouvoir nos fermiers au rang de fonctionnaires de l'environnement était parfaitement irréaliste. en revanche, à partir du moment où l'on pourrait s'entendre sur les règles du commerce agricole ainsi que sur la question des clauses de sauvegarde, il deviendrait nécessairement plus aisé de présenter des concessions.

interrogée en retour sur l'attitude américaine en matière de textiles (point faible de la position u.s.), mme hills a tenu à indiquer que les états-unis, selon elle, n'esquivaient pas les problèmes de ce secteur. ceux-ci seront abordés dans un papier que les américains soumettront à la mi-mai et qui, de manière générale, comprendra, le "product coverage", le "countries coverage", l'accroissement des quotas d'importation, et la définition de la période de transition avant la libéralisation.

en résumé, mme hills ne disconvient pas des prix politiques à payer sur le plan intérieur par chacune des parties contractantes, mais elle estime que pour les états-unis, il faudra obtenir pour le moins, une réforme fondamentale en matière agricole, une plus grande discipline et l'interdiction de certaines subventions dans le domaine industriel, des accords dans les secteurs des services et des trips, un mécanisme efficace de règlements des différends et, enfin, la participation des pvd aux résultats de l'uruguay round.

finalement, mme hills s'est enquis de l'état de la négociation sur l'espace économique européen, ce qui m'a permis de lui faire le point de la situation à cet égard.

3. la discussion avec mc cormack a été décevante, confirmant ainsi l'impression que ce dernier ne remplit sans doute pas le rôle qu'il devrait jouer.

sous ces réserves, on retiendra de cet entretien que l'administration américaine serait apparemment prête à prendre le risque de passer à des représailles commerciales à

l'encontre de l'inde, au titre des sanctions super 301 du trade act 1988, et ceci avant la conclusion de l'uruguay round. prisonniers des exigences de leur législation, les états-unis ne semblent d'ailleurs pas craindre une réaction en chaîne des autres pays en développement si l'inde devait alors décider de quitter le round ou de tenter de le

faire capoter. on miserait sur la nouvelle administration bresilienne qui n'emboiterait pas le pas de la nouvelle-delhi. j'ai tenu a indiquer a mon interlocuteur que tous ces calculs sont tres dangereux: un décrochage de l'inde (qui, soumise a des sanctions, n'aurait plus aucun interet a faire des concessions) aboutirait a une crise de la negociation et donc a l'abandon de l'espoir de mettre en place un systeme d'echanges economiques mondial a l'abri de la constitution de blocs antagonistes.

enfin, en ce qui concerne les discussions fog, mc cormack a indique que l'idee canadienne pour la creation d'une organisation mondiale du commerce etait interessante, les etats-unis tiennent cependant a eviter que la mise sur pied d'une telle organisation soit erigee en guise de substitution a des resultats substantiels au sein de l'uruguay round.

b reunion et entretiens multilateraux

4. les rencontres avec les chefs de la banque mondiale et de la sfi avaient comme but principal la conclusion de deux accords :

- avec la banque mondiale, l'echange de lettres relatif a notre contribution de 380 mio de frs. pour ida 9, et les arrangements de procedure correspondants,

- avec la sfi, un accord sur son statut en suisse, lui procurant un acces privilegie a notre marche des capitaux (procede analogue a la banque mondiale).

5. j'ai profite de ces rencontres pour m'entretenir d'un certain nombre de sujets. avec m. conable, j'ai eu un echange de vue sur la situation en afrique, ainsi que sur la creation d'un nouveau mecanisme en vue de financer des mesures dans le domaine de l'environnement. je l'ai assure que la suisse examine favorablement sa participation a ce mecanisme et qu'elle pense continuer a soutenir le programme special pour l'afrique.

m. conable a souligne que la banque mondiale tenait la qualite de l'aide suisse en haute estime, celle-ci se concentre en effet sur les pays les plus pauvres et n'est pas ltee. il a aussi vivement salue la possibilite d'une entree de la suisse aux institutions de bretton woods et a reitere la complete disponibilite de la banque de nous assister si besoin en est, cela m'a permis de solliciter son appui lorsqu'il s'agira de determiner une quote-part importante pour la suisse au fmi.

avec sir william ryrie, j'ai surtout discute de l'importance croissante de la societe financiere internationale et du role redecouvert du secteur prive pour le developpement economique de tous les pays.

6. c o m i t e d e d e v e l o p p e m e n t. les debats du comite de developpement ont principalement porte sur les sujets suivants :

- le developpement du secteur prive ainsi que le role du fmi et de la banque mondiale,

- l'etablissement d'une facilite globale pour l'environnement,

- l'endettement,

- l'afrique.

le premier sujet a trouve tout naturellement un large consensus, cela bien entendu, non seulement suite aux evenements en europe orientale et dans certains pays de

l'amerique latine, mais aussi en raison du succes des economies est-asiatiques. neanmoins, un grand nombre de pays ont souligne l'importance fondamentale d'un secteur public efficace qui assure l'infrastructure et les services sociaux d'un pays. certains ont note egalement le fait que chaque etat doit trouver sa propre formule d'une economie mixte.

L'etablissement de la facilite globale pour l'environnement (idee francaise) a donne lieu a de longues discussions. cette facilite aurait pour but de financer des projets pilotes dans le domaine des problemes environnementaux globaux comme la pollution de l'eau et de l'air, le rechauffement de l'atmosphere et la protection de la couche d'ozone. les etats-unis ont souligne qu'un tel mecanisme etait superflu et que la banque mondiale pourrait realiser ce genre de projets dans le cadre de son programme ordinaire. le japon a soutenu l'initiative francaise mais a limite sa participation sous forme de cofinancement et d'assistance technique. en fin de compte, le comite a toutefois donne son feu vert a la banque pour poursuivre ses travaux visant a l'etablissement d'un tel mecanisme. une deuxieme conference aura lieu au mois de juin 1990.

depuis le lancement du plan brady sur la strategie de la dette, les efforts se sont concentres surtout sur le mexique, les philippines et le costa rica. les americains ont fait part de leur satisfaction a l'egard de ce plan et n'ont montre aucune intention de le modifier. ils se sont vus contredits par un certain nombre de pays qui souhaitent une plus grande flexibilite d'application en vue d'une importante reduction des interets qui pourrait allger sensiblement, et a long terme, le service des dettes. la france a lance un appel pour mieux tenir compte des besoins specifiques des pays a revenu intermediaire dont la dette publique reste importante. ces pays ne peuvent profiter ni du plan brady ni des termes de toronto. la belgique a fait une proposition visant a tenir compte de la situation changeante d'un pays (contingency clause) et a explorer la

possibilite d'un remboursement de dettes en monnaie locale (sous forme de trust fund) pour reinvestissements dans le meme pays. en conclusion toutefois, aucune nouvelle impulsion n'est sortie du debat.

le recent rapport de la banque mondiale sur "l'afrique : de la crise a une croissance durable (etude prospective a long terme)" a ete unanimement qualifie comme etant un document important qui proposait des solutions a long terme. les pays africains ont plaide pour que la communaute internationale ne les oublie pas dans son euphorie pour l'europe de l'est. ils ont aussi deplore que les ajustements structurels profonds et les mesures auxquels ils avaient procede n'aient pas contribue a l'accroissement des investissements dans leurs pays. l'initiative des pays-bas d'organiser a maastricht, en juillet prochain, une conference sur les perspectives a long terme de l'afrique, a ete saluee par tout le monde. plusieurs orateurs ont exprime leur voeux que cette conference puisse donner une nouvelle impulsion a la reflexion sur la complexite des problemes qui se posent en afrique.

blankart